

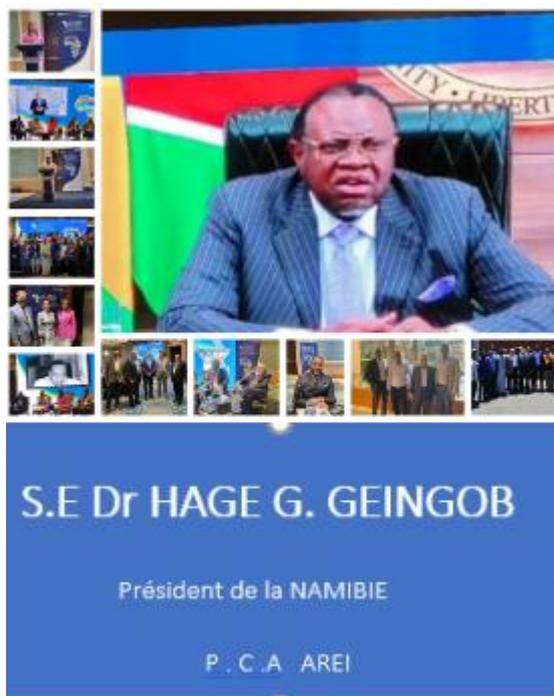
AREI 2022 riche en résultats et en engagements



Ouverture Officielle Forum AREI Caire Juillet 2022



S.E. le Président **Dr Hage G. Geingob**, Président de la Namibie, Président par intérim du Conseil d'Administration de l'AREI, a souligné plusieurs points importants dans son intervention virtuelle depuis Windhoek (Namibie) "**Nous sommes conscients que la tâche qui nous attend en Afrique est immense, mais pas insurmontable**" ajoutera-t-il avec insistance, l'Afrique doit continuer à parler d'une seule voix et nous devons défendre les solutions africaines aux problèmes africains. Réaffirmant son engagement tant en faveur des énergies renouvelables que de la lutte contre le réchauffement climatique pour notre planète - il a exhorté - l'AREI et l'Afrique à réussir l'ambition de la phase 2, qui est d'ajouter 300 GW d'énergies sur notre continent et a donc invité les participants au forum de l'AREI à apporter des propositions et des engagements tangibles à l'issue des discussions.



"Nous sommes conscients que la tâche qui nous attend en Afrique est immense, mais pas insurmontable"

Par l'intermédiaire de son représentant, **S.E. Dr. Mohamed Shaker El-Markabi**, Ministre de l'Electricité et des Energies Renouvelables, a déclaré : " L'AREI a apporté une contribution significative et multidimensionnelle au développement du secteur des énergies renouvelables en Afrique, et l'Egypte continuera à soutenir l'AREI afin de s'assurer qu'elle remplisse son rôle en tant qu'initiative inclusive, transformatrice, appartenant aux Africains et dirigée par eux, pour accélérer et augmenter l'immense potentiel d'énergies renouvelables du continent ".

L'Union africaine est un membre fondateur de l'AREI - **S.E. Dr. Amani Abou-Zeid**, commissaire aux infrastructures et à l'énergie à la Commission de l'Union africaine, notera "Nous sommes réunis aujourd'hui pour discuter et constater l'excellent développement et les réalisations de l'AREI et l'objectif ambitieux de sa phase 2". Elle soulignera "que les pays africains, malgré les différentes crises dans le monde, font toujours preuve d'une grande résilience et que la sécurité énergétique est un élément important de cette résilience..."

Ouverture officielle- 26 Juillet 2022

Mme Ségolène ROYAL, Présidente de la COP 21 a rappelé que l'Afrique est victime du réchauffement climatique car le continent n'émet qu'entre 1 et 2% de CO2. Par conséquent, la COP 27 qui se tiendra sur le sol africain, et dans ce grand pays qu'est l'Égypte, en novembre prochain, devrait obtenir des engagements fermes et justes pour l'Afrique.

Hydrogène - plus de 65 % en Afrique



Lors de son intervention virtuelle, le ministre djiboutien de l'énergie et des ressources naturelles, **Mr Yonis Ali Guedi**, a mis l'accent sur les défis énergétiques auxquels est confronté le continent africain. Il a conclu en appelant le secteur privé à jouer un rôle majeur dans la réalisation de projets énergétiques de grande envergure, tout en incitant les pays africains à miser également sur le marché à fort potentiel de l'hydrogène vert.

Mme Carla Montesi, directrice des partenariats internationaux à l'Union européenne, a rappelé que "150 milliards d'euros ont été annoncés lors du sommet UA-UE de février 2022 pour stimuler l'investissement dans les infrastructures en Afrique, et accélérer la transition vers l'énergie verte, en développant ensemble des ponts mondiaux", et de conclure "L'UE soutient l'AREI dans la phase 1 et continuera son soutien dans la phase 2".

Mr Francesco La Camera, au nom de l'IRENA, est intervenu virtuellement en rappelant qu'en exploitant son potentiel d'énergies renouvelables, l'Afrique peut prendre l'initiative d'une énergie durable et sûre pour sa population et que l'AREI pourrait jouer un rôle important pour y parvenir

Ouverture officielle- 26 Juillet 2022

S.E.M. Marc Baretty, Ambassadeur de France en République Arabe d'Égypte, a félicité l'AREI pour ses réalisations pour la phase 1 et a réaffirmé le plein soutien de la France à l'énergie durable en Afrique, et bien sûr le soutien pour la réussite de la phase 2.

AREI Membre fondateur et fiduciaire d'AREI - La Banque africaine de développement est heureuse de s'engager et de s'associer à AREI pour atteindre 300 GW dans sa phase 2, a déclaré M. Monojeet Pal au nom de la BAD.



Dr. Augustine Njamnshi, Coordinateur continental de la Coalition africaine pour l'énergie et l'accès durables -société civile, a félicité AREI pour le respect de l'engagement politique de nos Chefs d'État en matière d'énergie pour la réussite de la phase 1 avec les 10 GW réalisés dans les délais - mais a tenu à rappeler un proverbe africain « seul on va vite et ensemble on va loin » - pour souligner la disponibilité de la société civile africaine à soutenir activement AREI pour la réalisation des 300GW d'énergie renouvelable d'ici à 2030 dans sa phase 2

Dr Chantal Colle - Directrice par Intérim d'AREI - a souligné que l'énergie devrait être un droit universel et particulièrement l'énergie renouvelable pour permettre un juste et équitable développement de la planète. Dans son propos elle a rappelé l'historique d'AREI pour indexer que la réussite de la Phase 1 d'AREI a été possible grâce à la volonté politique de haut niveau de chacun des 5 chefs d'état en charge de leurs régions respectives, de l'UA, de la BAD et à l'engagement respecté de 3

partenaires sur 10 ayant signé l'accord de paris à la COP 21 - l'Union Européenne, la France et l'Allemagne - Appelant pour la réussite de la phase 2, la société civile et le secteur privé à s'engager à soutenir l'objectif de 300 GW d'ici à 2030 soulignant que c'est possible.

Car l'Afrique détient plus de 50% des réserves mondiales d'hydrogène de la planète et que la phase du monde en matière d'énergie peut changer d'ici 2050 si l'Afrique le décide et fait de son retard une force pour l'Afrique certes mais aussi pour la planète dans son engagement contre le réchauffement climatique.

Formation Plateforme digitale -points focaux AREI



La digitalisation jouera un rôle important pour la phase 2 de l'AREI. Deux sites web ont été créés dernièrement pour optimiser la visibilité de l'AREI pour la réussite de sa phase 2 et créera un outil pour interactif entre les points focaux, la société civile et l'AREI. Les sites susmentionnés sont :

- arei-idu.com – site dédié à l'IDU et aux points focaux
- areitv.com – première tv dédié aux énergies renouvelables

Le 25 juillet 2022 une formation sur l'utilisation des outils a été organisée et était animée par Madame Émilie Hemmer (depuis Paris). Cette occasion a été mise à profit pour présenter les 3 sites web et leurs fonctionnalités, et répondre aux interrogations des points focaux. Un ensemble de demandes des Points Focaux a été retenu et le site AREI- IDU verra des changements pour répondre à ces demandes.

Une deuxième session de formation sur l'utilisation des outils web a eu lieu le **30 juillet 2022** et a été animée par Madame Lala, Consultante en Communication. Les codes de connexions ayant été transmis aux participants, l'équipe de l'IDU et les points focaux ont eu une session participative où les points focaux s'employaient à modifier leur profil ou à déposer des projets.



Visite d'usines des points focaux Égypte



EGEMAC reçoit une délégation de plusieurs pays africains pour inspecter les usines de l'entreprise et tester les missions

EGEMAC reçoit les points focaux d'AREI

La société EGEMAC a reçu plusieurs pays africains à travers les points focaux AREI le 01 Aout 2022 ;

La délégation comprenant différents représentants travaillant au Ministère de l'Electricité et de l'Énergie et dans diverses compagnie d'Electricité.

Une visite a été faite à l'intérieur de l'entreprise et une vue des étapes de fabrication et test des produits.

La délégation a exprimé son admiration pour l'énorme capacité de fabrication et les différents produits qui y sont fabriqués avec une haute qualité à l'intérieur des usines de l'entreprise.

"Benban" : un modèle pour l'Afrique Le plus grand parc solaire d'Afrique dans le désert d'Aswan (Egypte) au 4 ème rang mondial (après l'Inde et la Chine)



Grande interview du mois

Région Afrique du Nord



1/ Que pouvez-vous dire sur AREI ?

AREI est une initiative unique. Il ne s'agit pas simplement d'une initiative visant à aider à la production d'énergie ; elle a plutôt un fort développement durable et des composantes climatiques claires. L'accès universel à une énergie propre et abordable améliore le bien-être des populations africaines et facilite la réalisation du développement durable tout en réduisant les émissions de GES nocifs. Les objectifs et le mandat de l'AREI sont alignés sur l'Agenda 2063 de l'Afrique, les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et d'autres objectifs régionaux et mondiaux pertinents.

L'AREI a réussi à atteindre son objectif de phase un de 10 GW d'énergies renouvelables plus d'un an à l'avance pour prouver que lorsque l'Afrique parle d'une seule voix, elle peut réaliser plus que ce qui est prévu.

L'AREI est conçu pour soutenir la production d'énergie propre et soutenir davantage les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies telles que la mobilité électrique et l'hydrogène vert.

2/ Pensez-vous qu'AREI sera en mesure de relever les défis de la phase 2, soit 300 GW d'ici fin 2030 ?

En effet, les 300 GW sont un objectif ambitieux mais réalisable et AREI peut atteindre cet objectif. Cependant, pour réussir à réaliser les 300 GW d'ici 2030, beaucoup de travail reste à faire et les partenaires de l'AREI doivent également poursuivre leur soutien de la même manière que lors de la première phase. L'Afrique a un énorme potentiel dans les énergies renouvelables et les perspectives économiques en Afrique sont un bon signe pour le développement des énergies renouvelables. De nombreux pays africains ont pris de bonnes mesures pour accélérer les énergies renouvelables dans leur pays.

Si l'accès universel devait être atteint d'ici 2030 et maintenu plus tard, la demande d'électricité devrait augmenter fortement et atteindre environ 1 400 TWh d'ici 2030 et 2 300 TWh d'ici 2040. La capacité totale de production d'électricité en Afrique (y compris sur réseau, mini-réseau, systèmes autonomes et capacité de production de secours) devra passer des 230 GW actuels à un total de 550 GW d'ici 2030 (dont au moins 300 GW de sources renouvelables, ce qui est l'objectif de l'AREI) .

Si nous nous tournons vers l'Égypte seule, les projets d'énergie renouvelable dépasseront 100 GW.

3/ Que recommanderiez-vous aux autres pays du continent pour accélérer leur développement dans les énergies renouvelables ?

Nous savons tous que le secteur public ne peut à lui seul combler le déficit de financement dans le secteur de l'énergie, car le secteur privé y jouera un rôle crucial. Cependant, plusieurs défis doivent être relevés pour attirer le secteur privé, par exemple, une gouvernance du secteur et une mise en œuvre des politiques inefficaces, un environnement commercial peu favorable, notamment pour les investisseurs étrangers, un manque de concurrence transparente et des règles de passation des marchés de projets. Tous ces défis et d'autres empêchent les investissements privés d'affluer vers l'Afrique dans le secteur de l'énergie. La solution clé est la réglementation.

Afin d'utiliser le potentiel des énergies renouvelables en Afrique pour augmenter considérablement la part des énergies renouvelables, nous devons réduire les obstacles au développement des énergies renouvelables en améliorant l'environnement politique et réglementaire favorable entre les États membres et en les harmonisant pour créer un marché vaste et adéquat pour le déploiement à grande échelle des technologies d'énergie renouvelable.

4/ Selon vous, l'Égypte exportera-t-elle de l'énergie propre vers l'Europe dans les 10 prochaines années ?

L'Égypte est en passe de devenir une plaque tournante de l'électricité et de l'énergie pour l'ensemble de la région méditerranéenne.

L'Égypte a une vision ambitieuse de se transformer en une plaque tournante pour la production et l'exportation d'énergie propre, en particulier l'hydrogène vert et l'énergie solaire et éolienne.

L'Égypte est active dans tous les projets d'interconnexion électrique régionaux, elle est déjà connectée aux pays arabes du Maghreb et du Maghreb. Il est également lié au Soudan. En outre, un projet d'interconnexion avec l'Arabie saoudite est en cours. Après avoir terminé ce projet, l'Égypte sera connectée aux pays du golfe et à l'Asie. L'Égypte a également signé 3 protocoles d'accord avec la Grèce et Chypre pour créer un cadre général de coopération permettant la mise en œuvre de l'interconnexion électrique entre les trois pays, où l'Égypte sera un pont énergétique entre l'Afrique et l'Europe.

5/ Quel rôle l'hydrogène pourrait-il jouer pour le développement de l'Afrique ?

L'hydrogène vert devient une ressource de plus en plus précieuse sur les marchés mondiaux de l'énergie et une option plus attrayante dans la transition vers un système énergétique plus propre. Il commence à attirer une attention accrue sur les marchés africains avec son adoption accélérée sur le marché mondial. En tirant parti des importantes ressources renouvelables du continent pour produire de l'hydrogène vert propre et durable, l'Afrique peut stimuler la croissance socio-économique, renforcer la sécurité énergétique et éradiquer la pauvreté énergétique d'ici 2030. Il est bien connu que l'Afrique détient plus de 60% du potentiel d'hydrogène dans le monde entier.

Le développement de l'hydrogène vert en Afrique apportera des avantages substantiels au continent, tels que l'accélération du saut de l'énergie vers 100 % d'énergies renouvelables, la construction d'une économie verte dans les pays africains, l'amélioration et l'accélération de l'accès à l'énergie, la création de valeur et d'emplois locaux, l'accès à la formation professionnelle, le renforcement des capacités et l'éducation.



En marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies, l'initiative Africaine sur les Énergies Renouvelables a organisé plusieurs événements en parallèle à New York les 23 et 26 Septembre 2022, dont le webinar concernant la contribution des énergies renouvelables à l'amélioration de la vie quotidienne des Africains organisé en collaboration avec la société civile ainsi que le 12ème Conseil d'Administration de l'AREI.

Les événements étaient hybrides et ont connu la participation de nombreux participants. L'objectif de ces événements était d'une part, de promouvoir AREI aux côtés de la société civile en démontrant l'impact positif réel des ENRs sur le plan socio-économique, politique et sanitaire pour le mieux vivre de la population africaine et aussi il s'agissait de renouveler, et de saluer l'engagement continu de tous les partenaires pour la réalisation de la phase II très ambitieuse (300 GW d'ici 2030) tout en faisant le bilan et décidant des perspectives pour l'avenir.

Les évènements de New-York de l'AREI ont été une réussite dans l'ensemble aux côtés de nos partenaires de grandes importances partant de hautes personnalités aux institutions internationales.

Il s'agit entre autres de la BAD, l'Union Africaine, l'Union Européenne, la France, l'Allemagne, et la Société civile. Ces partenaires n'ont pas hésité à l'unanimité de féliciter AREI à travers ses dirigeants pour le bilan très satisfaisant présenté et de ce fait renouveler leur engagement indéfectible pour la continuité dans la réalisation des objectifs très ambitieux à venir.

D'importantes décisions ont été prises, des projets ont été adoptés notamment 14 projets repartis sur l'ensemble des régions du continent. Cependant, des décisions toutes aussi capitales seront prises lors du Conseil d'Administration Ordinaire en marge du Sommet de l'Union Africaine à Addis Abbeba en Janvier 2023.

Le Conseil a approuvé 14 projets répartis sur l'ensemble du continent :

- Afrique Australe – 4 projets (Mozambique - 2, Eswatini - 2)
- Afrique Centrale – 1 projet (Cameroun)
- Afrique de l'Est – 1 projet (Tanzanie)
- Afrique du Nord – 1 projet (Égypte)
- Afrique de l'Ouest – 6 projets (Burkina Faso - 2, Côte d'Ivoire - 2, Mali - 1, Togo - 1)
- Régional — 1 projet multi régional (toutes les 5 régions) - sur le type de projet "D" concernant les instruments de financement.

En ce qui concerne l'IDU il a été indiqué que durant la période du Covid, l'ensemble des programmes ont été gelés mais que depuis la réouverture des frontières et malgré cette période intérimaire pour AREI, l'ensemble du programme adopté pour l'année 2020 a été réalisé à ce jour, et que la mise en place de la phase 2 est en cours sur le budget adopté par le Conseil d'Administration du 10 février 2020 à Addis-Abeba en marge du sommet de l'Union Africaine.

L'IDU a en outre indiqué :

- Qu'avec le soutien de l'Union Européenne, le rapport de la phase 1 et les perspectives de la phase 2 est disponible ;
- Que le recrutement effectif de son personnel essentiel est en cours avec le soutien de la Banque Africaine de Développement et de l'Union Européenne. Grâce à ces décisions, l'AREI passe fermement à la préparation du lancement de sa phase 2 qui a pour ambition d'atteindre 300 GW d'énergies renouvelables d'ici à 2030, visant à soutenir les pays africains à passer à une énergie propre, renouvelable et respectueuse du climat, tout en favorisant un développement économique et durable. L'engagement de soutenir la phase 2 d'AREI a été confirmé par les partenaires engagés depuis la COP 21, particulièrement la France, l'Union Européenne et l'Allemagne.

Le Conseil a retenu qu'AREI participera à la COP 27 prévu en Égypte, et que le prochain Conseil d'Administration se tiendrait à Addis-Abeba (Éthiopie) en marge du sommet de l'Union Africaine en Janvier 2023.

Webinaire coorganisé avec la société civile le 23 septembre 2022



Thème: Contribution des énergies renouvelables à l'amélioration de la vie quotidienne des Africains.

UNGA 77

Le Moderateur
Dr Alfredo HENGARI

Dr. Augustine B. NJAMSHI
Président de la Coalition Africaine pour l'accès et l'énergie durable

Dr. Chantal COLLE
Représentante de la Coalition Africaine pour l'accès et l'énergie durable

Dr. Kamugisha KAZAURA
Président de la Coalition Africaine pour l'accès et l'énergie durable

Dr. Mithika HWENDA
Président de la Coalition Africaine pour l'accès et l'énergie durable

Dr. Mohamed MOUSSA OMRAN
Président de la Coalition Africaine pour l'accès et l'énergie durable

Ing. Beatrice HEHENDIGUEHA
Présidente de la Coalition Africaine pour l'accès et l'énergie durable

Ing. Julius GITONGA
Président de la Coalition Africaine pour l'accès et l'énergie durable

Emploi/paix

23 SEPTEMBRE 2022 13h New York (17h GMT)
www.arei.info

Dr Augustine NJAMSHI Directeur exécutif de la Coalition africaine pour l'accès et l'énergie durable,

a parlé de la nécessité de la mise en place des cadres de gouvernance qui assureraient une meilleure implication des jeunes pour venir à bout de maints problèmes tel que la migration vers les villes et le chômage. Il a rappelé que l'insécurité et l'immigration des jeunes est due en majeure partie dans les zones rurales, au manque d'employabilité de ceux-ci. Il préconise donc qu'à travers les énergies renouvelables dans l'agriculture et la création de petites entreprises, les jeunes pourront se responsabiliser et être suffisamment indépendants pour prendre des décisions et améliorer leurs conditions de vie.

Il a ajouté que le besoin d'énergie en Afrique va au-delà de l'éclairage.

" Il s'agit d'armement propre, de chauffage, de production et autres. "

Le manque d'accès sur le continent concerne principalement les femmes. Ces enjeux sont des enjeux de démocratie énergétique. L'énergie durable pour tous est un droit humain ? Nous dirions oui. La gouvernance autour de l'énergie est essentielle. Pour l'AREI, nous pensons que l'ambition de fournir de l'énergie ne doit pas se limiter à l'approvisionnement énergétique mais doit s'étendre à la gouvernance. L'exode rural sans emploi est source de chômage et de délinquance.

UNGA 77

Contribution of renewable energies to improving the daily lives of Africans.

Dr Chantal Colle

It's AREI and African Civil Society....
It's really an African exchange for the future



www.arei.info



MAROC 2022

11 AU 15 Octobre 2022



Ouverture OFFICIELLE Son excellence le Ministre de l'Energie, chargé des Ressources Naturelles, **M. Yonis Ali GUEDI**,

Lors de l'ouverture des réunions de l'AREI a attiré l'attention sur l'importance capitale et la pertinence de la thématique sur les investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables en Afrique en précisant que le recours au secteur privé est conforme à la Vision présidentielle et s'inscrit pleinement dans le projet de société et dans la politique impulsée par le Chef de l'Etat djiboutien, Son Excellence Monsieur Ismail Omar Guelleh

Le secteur privé représente un moteur important de croissance économique durable de développement inclusif dans tout pays.

Recourir au secteur privé dans la construction des infrastructures énergétiques d'envergure s'accompagne des nombreux avantages notamment la mobilisation d'un financement conséquent ;

- ✓ Le déploiement des technologies les plus avancées ; la proposition d'un bon rapport qualité/prix ;
- ✓ Le respect des délais fixés et la livraison à temps des ouvrages construits ainsi que l'efficacité et l'efficience dans l'exploitation des édifices réalisés.

A travers le renforcement du secteur privé dans les structures économiques notamment énergétiques, le but recherché est de permettre à ce secteur de jouer pleinement son rôle, au côté du secteur public, dans la dynamique de quête d'un essor économique et social de notre pays avec pour effets escomptés, la réalisation de plus de croissance économique, la création de plus d'emplois et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Toutefois, pour attirer les investissements du secteur privé dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique et ainsi réduire les risques encourus par les investisseurs privés, il s'avère impératif :

- de maintenir la paix ainsi que la stabilité politique et institutionnelle au sein des pays africains ;
- de libéraliser le marché de la production d'énergie en Afrique afin de permettre au secteur privé d'investir dans l'énorme potentiel en énergies renouvelables des pays africains ;
- d'engager toutes les réformes qui s'imposent afin d'améliorer davantage le climat des affaires, en apportant toutes les garanties nécessaires et en créant un environnement sécurisant et attractif pour les investisseurs privés étrangers
- de renforcer les dispositions légales, juridiques et réglementaires protégeant les investissements du secteur privé ;
- de respecter ou de faire respecter les accords conclus ;
- Et surtout de réduire le risque de change par la stabilité monétaire.

En conclusion, nous savons tous qu'au regard des lourds investissements à déployer dans le secteur énergétique en général et dans le développement des énergies renouvelables en particulier, le budget de l'Etat ne suffit pas à lui seul d'où la nécessité de faire appel au secteur privé.

AREI -Maroc 2022

Réunions d'échanges entre plusieurs spécialistes



L'investissement dans les projets d'énergie renouvelable a besoin d'un environnement favorable et d'une attraction financière pour financer les projets potentiels, ces fonds dépendent de la crédibilité des institutions qui élaborent et mettent en œuvre la politique des énergies renouvelables.

D'où la grande importance des régulateurs de l'énergie en Afrique pour encourager les investissements du secteur privé, et afin de relever les différents défis et risques auxquels sont confrontés les projets d'énergies renouvelables, et de définir les cadres réglementaires les plus appropriés, les régimes incitatifs, le rôle des différentes parties prenantes, les instruments financiers et comment mobiliser ces ressources financières et naturelles pour attirer les investissements privés.

La chaîne de valeur des énergies renouvelables contient

- le développement et la fabrication de produits
- la planification, la conception, la construction et l'installation, et
- l'exploitation et la maintenance.

Chaque phase conduit à l'emploi direct, calculé en multipliant les facteurs d'emploi avec les quantités physiques ou unités monétaires respectives.

" Il existe toujours une inadéquation entre les diplômés et le marché du travail dans les trois pays examinés. Cela s'étend aux secteurs des énergies renouvelables, en particulier dans les régions où se trouvent la plupart des parcs solaires et éoliens. " Eng. Maha Mostafa, Présidente exécutive du Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (RCREEE)

Le secteur de l'énergie est **maintenant dans une transition profonde vers une transformation énergétique très importante, et la numérisation est l'un des principaux facilitateurs pour assurer sa réalisation.**

L'expansion continue des emplois décents dans les énergies renouvelables nécessite une approche globale comprenant des politiques de déploiement, d'intégration et d'habilitation, ainsi que des politiques industrielles, l'éducation et la formation professionnelle, des mesures du marché du travail, des stratégies de diversité et d'inclusion, et des mesures de revitalisation régionale et de protection sociale.



Windhoek - NAMIBIE participation AREI



Dr Augustine Njamnshi, président du comité technique et politique de la PACJA et directeur exécutif de la Coalition africaine pour le développement durable dans ses remarques a soulevé plusieurs points pour planter le décor de la discussion. Les principaux points suivants ont été soulevés dans ses remarques :

- Les crises de l'énergie dans le monde entier suite à la guerre entre l'Ukraine et la Russie,
- Plus de 650 millions de personnes en Afrique n'ont pas accès à l'électricité et plus de 900 personnes n'ont pas accès à une cuisine propre.
- La pauvreté énergétique en Afrique affecte tous les aspects de la vie, y compris les soins de santé, l'éducation et la productivité.
- La technologie se développe et l'Afrique doit bénéficier de ces technologies.
- Les énergies renouvelables peuvent aider l'Afrique à maintenir la température.
- L'importance de la gouvernance du secteur de l'énergie.



L'Afrique et les autres nations vulnérables, et en particulier les communautés en première ligne de la crise climatique, sont le pain et le beurre de la CCNUCC et des institutions mondiales chargées du changement climatique.

Les décisions de la COP27 doivent avoir un sens pour ce segment de la communauté qu'elles sont censées servir, sinon ces institutions seront jugées sans intérêt pour la cause pour laquelle elles ont été créées.

Le programme d'accès à une énergie renouvelable, abordable, fiable et efficace est tout aussi important pour l'Afrique. Les OSC demandent que cela soit traité comme un droit et ne soit pas réalisé au détriment des communautés qui sont en première ligne de la crise climatique en Afrique.



La COP27 offre une occasion unique de placer l'Afrique au centre des négociations et des décisions. Les organisations de la société civile africaine se mobilisent pour faire de la COP27 la "COP des peuples africains".

Ce lundi 07 Novembre le Sommet des dirigeants des pays a vu la prise de parole de plusieurs chefs d'États, à l'exception des présidents des USA et de la Chine.

La 27e Conférence des parties à la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) reçoit les participants à ce conclave mondial qui ont commencé leurs travaux dimanche 06 Novembre 2022 à Charm El-Sheikh en Egypte.

L'Égypte accueille des délégations de haut niveau représentant tous les pays. Chefs d'états et de gouvernements, dirigeants d'organisations régionales et internationales concernées par les questions environnementales et climatiques et responsables d'institutions financières internationales, se penchent jusqu'au 18 Novembre sur les actions urgentes à entreprendre pour limiter les dégâts du réchauffement climatique.



AREI, ne sera donc pas en marge de ce grand événement et se fera entendre à travers plusieurs panels. La COP27 a réuni plus de 35.000 personnes, dont des représentants gouvernementaux, des observateurs et des représentants de la société civile.

Les pays en développement ont lancé des appels forts et répétés pour la création d'un fonds pour les pertes et dommages, afin d'indemniser les pays les plus vulnérables aux catastrophes climatiques, mais qui ont peu contribué à la crise climatique.

Il a été rappelé au monde les priorités concernant l'action climatique, notamment l'ambition de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre et de maintenir en vie la limite de 1,5 degré Celsius de l'Accord de Paris.

Il a été réitéré l'importance de changer les modèles commerciaux des banques multilatérales de développement et des institutions financières internationales. **« Elles doivent accepter plus de risques et mobiliser systématiquement des financements privés pour les pays en développement à des coûts raisonnables »**

AREI - engagé dans la lutte contre le réchauffement climatique - la participation d'AREI lors de cette COP 27 sera en ligne pour tous les événements

Dotée d'importantes ressources en énergies renouvelables, l'Afrique peut adopter des technologies innovantes et durables et jouer un rôle de premier plan dans l'action mondiale visant à façonner un avenir énergétique durable. Le potentiel renouvelable de l'Afrique pourrait aider massivement à surmonter l'un des principaux défis du développement socio-économique du continent, à savoir le manque d'accès à l'électricité, en particulier dans la région subsaharienne.

Cependant, **le potentiel de l'Afrique en matière d'énergies renouvelables est encore largement inexploité en raison de défis et d'obstacles multiples et interdépendants.**



Les incertitudes politiques, les infrastructures inadéquates, notamment les réseaux électriques, les situations financières instables et l'accès limité aux financements privés et étrangers ne sont que quelques-uns des principaux obstacles qui entravent la pleine exploitation des énergies renouvelables en Afrique.

La mise en œuvre réussie d'AREI créera les conditions permettant aux énergies renouvelables de contribuer de manière significative (300 GW) à la satisfaction des besoins énergétiques du continent, estimés à environ 600 GW en 2030.

Nous avons besoin d'une série d'interventions politiques afin de permettre une transition. Les politiques et réglementations du secteur de l'électricité en Afrique doivent être affinées pour améliorer l'efficacité et attirer les investissements. Et nous pouvons commencer ensemble à préparer pour les pays africains des lignes directrices dessinant une feuille de route pour une agence de régulation forte et partager nos connaissances et nos meilleures pratiques.

Dans le système énergétique, la digitalisation est essentielle pour intégrer les énergies renouvelables dans les systèmes électriques, améliorer la fiabilité des réseaux électriques et réduire le coût d'accès à l'électricité, contribuant ainsi à une transition énergétique plus juste et équitable. La digitalisation offre la possibilité de tirer parti des données dont nous disposons déjà pour acheminer l'énergie durable là où elle doit être. Plus important encore, les techniques numériques telles que le BIG DATA et l'IA ainsi que les blockchains peuvent considérablement améliorer les concepts commerciaux pour un accès décentralisé à l'énergie avec les ENRs et l'efficacité énergétique. Pour l'Afrique, l'innovation technologique va accélérer le développement et faciliter la transition énergétique, et est un moyen tangible par lequel elle peut assurer la résilience et créer une économie durable pour sa population. Ces développements sont plus pertinents pour le secteur de l'énergie, où la digitalisation peut jouer un rôle essentiel en garantissant que les millions de personnes qui ne peuvent pas obtenir d'électricité aujourd'hui passent directement aux énergies renouvelables ;

Il est à souligner l'importance de l'hydroélectricité verte pour l'avenir de l'Afrique en soulignant l'importance d'avoir une bonne réglementation pour soutenir la numérisation du système énergétique



La consommation d'énergie évolue rapidement et représente un peu plus des deux tiers des émissions annuelles totales de GES. Un examen plus approfondi montre que la production d'électricité est responsable de la majeure partie de ces émissions, suivie par la fabrication et le transport.

Il est donc essentiel d'accélérer la transition vers les sources renouvelables, tant dans la production d'électricité que dans le chauffage, voire dans les transports, afin de maîtriser la hausse des températures mondiales.

Les énergies renouvelables offrent un moyen immédiat de décarboniser le mix énergétique mondial. Doubler la part des énergies renouvelables d'ici 2030 pourrait permettre de réaliser environ la moitié des réductions d'émissions requises.

En outre, le déploiement des énergies renouvelables est porteur de croissance économique et de développement durable. Promouvoir les énergies renouvelables signifie fournir un approvisionnement énergétique sûr et propre tout en soutenant la croissance du PIB, en améliorant les balances commerciales, en créant de la valeur locale et des emplois durables décents.

Une action efficace contre le changement climatique nécessite une augmentation des investissements dans les énergies renouvelables. Selon l'analyse de l'IRENA, **l'investissement annuel mondial dans les énergies renouvelables peut atteindre 900 milliards de dollars d'ici 2030.**

L'engagement de tous est urgent pour participer activement à la lutte contre le réchauffement climatique et développer équitablement le monde.

L'énergie, et en particulier l'énergie verte, est essentielle pour débloquer l'avenir de l'Afrique tel qu'il est envisagé dans l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

L'énergie renouvelable peut être un outil clé de la sécurité humaine qui peut apporter des progrès tout en répondant au défi plus large du réchauffement climatique dans les communautés fragiles.

Il est essentiel de promouvoir la participation des femmes dans le secteur des énergies renouvelables, car ce secteur joue un rôle plus important dans l'accès à l'énergie pour tous.

L'hydrogène vert devient une ressource de plus en plus précieuse sur les marchés mondiaux de l'énergie et une option plus attrayante dans la transition vers un système énergétique plus propre.

Le développement de l'hydrogène vert en Afrique apportera des avantages substantiels au continent, tels que l'accélération du progrès énergétique vers 100 % d'énergies renouvelables, la construction d'une économie verte dans les pays africains, l'amélioration et l'accélération de l'accès à l'énergie, la création de valeur et d'emplois locaux, l'accès à la formation professionnelle, le renforcement des capacités et l'éducation.

AREI - COP 27 : Les différentes Co organisations



Le parc éolien du lac Turkana est situé dans le district de Loiyangalani, dans le comté de Marsabit, à environ 545 Kilomètres, par la route, au nord de Nairobi, la capitale du Kenya



Rencontre avec l'Agence Internationale de l'Energie Paris Janvier 2022



L'ambition de l'AREI de collaborer avec l'AIE pour soutenir la mise en œuvre de sa phase 2 et mettre en évidence l'importance de l'harmonisation entre toutes les parties prenantes et les acteurs en Afrique pour être en mesure de réaliser plus pour le bénéfice de l'Afrique.

Ces rencontres ont eu pour but d'explorer les possibilités de coopération entre les deux organisations, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités et des programmes de formation que l'AREI offre à ses points focaux et aux parties prenantes.

En outre, discuter de l'engagement de l'AIE pour soutenir la réalisation de la phase II de l'AREI.

Rencontre avec la FRANCE



-Mr. Stéphane CROUZAT,

Ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique, pour les énergies renouvelables et la prévention des risques climatiques – membre observateur du CA AREI

- Mme Amélie LOUGSAMI,

Conseillère politique en transition Énergétique – membre observateur du CT

-Mr. Romain CAILLETON,

Adjoint au Chef du service climat et efficacité énergétique au sein de la direction générale de l'énergie et du climat (DGEC).

- Mme Sylvia PUDDU,

Chargée de projet, Division énergie

AREI / IDU

- Dr. Chantal COLLE,

Membre du Comité Technique, Point Focal AREI, Guinée et Afrique de l'Ouest, Directrice par Intérim de l'IDU.

- Dr. Alfredo HENGARI,

Membre du Comité Technique, Point Focal AREI Namibie, Afrique Australe, Conseiller de S.E HAGE GEINGOB, Président de la Namibie, Président par Intérim du Conseil d'Administration de AREI.

- Mr. Tarek BEN MABROUK,

Consultant en charge de l'Administration et Finance AREI/IDU

La rencontre portera sur les points suivants :

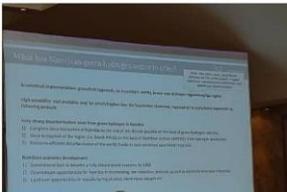
- L'engagement de la France pendant la phase II de l'AREI,
- La possibilité de soutenir AREI pour mettre en œuvre des petits projets d'énergie renouvelable dans les zones rurales de certains pays d'Afrique en coopération avec la Fondation Energies Pour Le Monde.
- Soutenir le secteur privé pour mettre en œuvre des projets d'énergie renouvelable en Afrique.

L'Ambassadeur CROUZAT a confirmé que la France a été très investie sur AREI avec les 3 Milliards et restera engagée en Afrique sur le sujet des Ers, qu'elle est alignée aux objectifs des accords de Paris et que l'AREI pourra compter sur la France pour la suite.

Mr. Guichard, de son côté, a supporté Monsieur l'Ambassadeur dans ses propos, expliquant que la France continue de faire de nouveaux projets dans l'esprit AREI, le sujet des Ers en Afrique reste un volet majeur.

L'AREI à travers Dr. Ridolfi a mis l'accent sur l'implication du secteur privé dans l'apport financier et l'investissement dans le secteur des Ers en donnant l'exemple de l'Egypte, à travers son secteur privé, qui a fait des pas géants visant à exporter une partie de sa production énergétique à l'Europe, il a précisé que, pour le secteur privé, le risque dans le cas échéant est beaucoup moins que perçu et proche du zéro. Par ailleurs, il a ajouté que la vocation politique d'AREI en tant que facilitateur des convergences entre les secteur privé Européen et Gouvernements Africains propulsera AREI dans les segments des Leaders.

L'investissement dans l'hydrogène vert de la Namibie



Les membres de l'AREI CT et de l'IDU, qui étaient en Europe pour des réunions avec des partenaires et des entretiens avec le chef de l'IDU, ont assisté à l'événement d'une journée en Namibie. L'événement en Namibie revêtait une importance particulière pour l'AREI, car le développement de l'hydrogène vert en Afrique dans les années à venir devrait augmenter la production d'électricité à partir de sources renouvelables et accélérer la réalisation des objectifs de l'AREI, à savoir atteindre au moins 300 GW d'ici 2030. Le forum a également donné des informations sur le concept et la feuille de route de l'hydrogène vert en Namibie. Le forum a réuni une centaine de participants.

AGENDA ENERGIES RENOUVELABLES

Agenda AREI

[12 DÉC.2022](#)

Participation AREI -Sommet Etats Unis Afrique
(Washington)

[19&20DÉC.2022](#)

Plateforme de formation points focaux -Pays
Francophones

[21&22 DÉC.2022](#)

Plateforme de formation points focaux -Pays
Anglophones

Agenda ENERGIES VERTES

[9DÉC.2022](#)

WORLD RENEWABLE ENERGY CONGRESS &
EXHIBITION | Perth (Australie)

[12 DÉC.2022](#)

Africa leaders Summit -Sommet Etats Unis Afrique
(Washington)

[13DÉC.2022](#)

WIND TURBINE BLADE MANUFACTURE |
Düsseldorf (Allemagne)

[15DÉC.2022](#)

International Renewable Energy Congress (IREC) |
Hammamet – Tunisie

[31DÉC.2022](#)

SINO-GERMAN BIOENERGY CONFERENCE |
Harbin (Chine)